

Manuel Utilisateur VisuDGFIP – Taxes Foncières

1 - Informations générales

1.1 Présentation

VisuDGFIP version TF est un outil de visualisation des données du rôle de taxes foncières de la direction générale des Finances publiques (DGFIP). L'application permet la visualisation des données des redevables dont les biens (locaux et parcelles) relèvent du périmètre de la collectivité (en version collectivité) ou de la direction (en version service DGFIP).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels (RVLLP), les écrans de l'interface VisuDGFIP-TF ont été mis à jour en 2017 afin d'y afficher les données présentes dans l'avis de taxes foncières, notamment le lissage par adresse d'imposition.

S'agissant d'un outil de consultation, ces données ne sont accessibles qu'en visualisation et ne sont pas modifiables.

L'application fonctionne sous environnement MS Windows (NT / 95 / 98 / 2000 / XP / VISTA / WINDOWS 7, 8 et 10) et contient donc les différents éléments graphiques propres à ce genre de produits : navigateur, boutons, champs de recherche.

1.2 CNIL

Pour visualiser les informations relatives aux règles de gestion des droits des utilisateurs et aux déclarations à la CNIL, cliquez sur le bouton aide accessible sur l'écran d'accès à l'application VisuDGFIP.



The screenshot shows the 'Outil de lancement de VisuDGFIP' window. The title bar is blue with the text 'Outil de lancement de VisuDGFIP'. The main area has a light beige background. At the top, there is a header bar with the 'Visu DGFIP' logo on the left, the text 'Exécution de VisuDGFIP' in the center, and the 'DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES' logo on the right. Below the header, there is a section titled 'Accès à VisuDGFIP'. On the left side of this section, there is a vertical box with the text 'Besoin d'Aide ?' and a small icon. To the right of this box, there are two input fields: 'Identifiant utilisateur :' and 'Mot de passe VisuDGFIP :'. To the right of the password field is a button labeled 'S'identifier >>' with a small icon of a person. There is also a small icon of a question mark in the top left corner of the main area.


Déclaration des traitements à la CNIL

L'utilisation d'un cédérom VisuDGFiP diffusé par le ministère de l'action et des comptes publics doit être déclarée à la CNIL par chaque collectivité utilisatrice. Certaines peuvent souscrire une déclaration simplifiée par voie électronique à partir du site de la [CNIL](#) :

- les communes qui se servent des cédéroms VisuDGFiP-Cadaastre relatifs à la matrice cadastrale peuvent prendre l'engagement de respecter les règles d'utilisation de ces traitements qui sont fixées dans la [dispense de déclaration n°16](#) ;
- les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui recourent aux cédéroms VisuDGFiP-TF, TH et CFE pour leurs copies de rôle peuvent adresser une déclaration simplifiée faisant référence à la [norme n° 45](#). Les déclarations correspondantes doivent indiquer les impôts traités (TF, TH et/ou CFE) sous la rubrique « nom du logiciel ».

Avant d'adresser une déclaration simplifiée à la CNIL, la collectivité doit s'assurer que les conditions d'utilisation du cédérom qu'elle envisage sont bien conformes au texte de la norme simplifiée auquel elle se réfère.

En cas de non-conformité du traitement, mais aussi pour les utilisateurs des cédéroms VisuDGFiP qui ne relèvent pas des catégories précitées, il y a lieu de souscrire une déclaration normale à envoyer par voie postale.

Le guide « comment déclarer » vous apportera une aide pour remplir et compléter le formulaire de déclaration. Il est disponible dans le paragraphe Déclaration des traitements à la CNIL > Règles de gestion des droits des utilisateurs > conditions Générales CNIL après avoir cliqué sur le bouton : 

Une nouvelle déclaration doit être adressée chaque fois que les conditions d'utilisation d'un traitement sont modifiées et ne correspondent plus à ce qui a précédemment été déclaré.

Mesures de sécurité et de confidentialité des données

Lors de l'installation d'un fichier, la liste des agents habilités à y accéder et leur mot de passe personnel doivent être saisis. L'autorité responsable du traitement et les personnels habilités à consulter le fichier doivent tout particulièrement veiller au respect des obligations suivantes :

- ne pas utiliser ou laisser utiliser les informations de VisuDGFiP à des fins qui ne seraient pas conformes aux engagements pris par la collectivité dans la déclaration à la CNIL. Cela exclut notamment d'en faire un usage commercial, politique ou électoral ou qui soit de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la réputation des personnes ou au respect de la vie privée ;
- informer les personnes, qui utilisent les informations ou en ont connaissance, des sanctions pénales encourues en cas de violation de la loi « Informatique et libertés » (articles 226-16 et suivants du code pénal) ou de rupture du secret professionnel (article 226-13) ;
- ne pas communiquer, ni céder tout ou partie d'un cédérom à d'autres personnes, physiques ou morales, privées ou publiques ; ne pas laisser un tiers consulter les données qui y figurent ; conserver les cédéroms dans un coffre ;
- ne conserver, lors de la réception de la dernière version d'un cédérom, que la version du fichier VisuDGFiP de l'année précédente ;
- ne pas accéder aux informations d'un cédérom VisuDGFiP autrement qu'avec le logiciel de consultation ;
- ne pas dupliquer les cédéroms ; ne les utiliser que pour installer les fichiers VisuDGFiP sur le disque dur d'un micro-ordinateur utilisé exclusivement dans les locaux de la collectivité. Cependant ces fichiers peuvent être installés sur plusieurs postes PC autonomes ou en réseau pour être accessibles aux seuls destinataires habilités ;

- en cas de vol ou de perte d'un cédérom, en informer sans délai la CNIL et les services de l'État l'ayant transmis ;
- procéder sans délai, à la demande de l'administration du ministère de l'action et des comptes publics à la destruction de tout cédérom VisuDGFiP et document stockant les informations qui en proviennent.

2 - Descriptif de l'application

2.1 Les étapes à suivre

Les étapes suivantes sont à considérer pour bien comprendre la logique de *VisuDGFiP* en terme de recherche, de présentation et de consultation des données :

1. L'utilisateur saisit les critères de recherche suivant les informations qu'il veut consulter.
2. Il lance ensuite sa requête.
3. *VisuDGFiP* recherche les informations.
4. *VisuDGFiP* alimente une liste de résultats avec l'ensemble des articles de taxation satisfaisant la requête.
5. L'utilisateur parcourt cette liste afin de trouver l'article désiré et d'afficher les informations qui y sont associées.

2.2 Descriptif de l'écran

L'écran se compose de zones de saisie, d'informations et d'actions, présentées ci-dessous :

1 Zone de recherche :

Cette zone permet à l'utilisateur de saisir les différents champs (ou critères) servant à la recherche de l'information (exemple : un nom de débiteur ou une adresse)

Exemples de recherche

- a) articles TF dont le débiteur se nomme ARRY ou HARRY : saisir « *arry » dans la zone nom ;
- b) articles TF ayant une cotisation bâtie sur la « Rue Albert Cohen » dans la commune sélectionnée : saisir sur libellé voie « *Albert » ou « *Cohen » (l'astérisque précédant le critère permet notamment d'étendre la recherche à tout type de voie, rue, avenue ...) ou saisir dans la zone libellée voie « rue Albert », taper « Entrée », puis via la liste déroulante restituant toutes les voies commençant par « rue Albert », cliquer sur la voie souhaitée ;

c) articles TF recouverts à la DGE : saisir dans le n° de facture « 2096* » (20 = année d'imposition, 96 = département théorique de la DGE) ou saisir « *S » dans la zone du numéro fiscal (rechercher les SIREN suivis de S, des GE/TF-DGE) ;

d) articles qui ont un identifiant de substitution : saisir dans la zone SPI « 4* ».

2 Pavé d'outils :

Série de boutons permettant d'exécuter les principales fonctionnalités de *VisuDGFiP*, telles que le lancement d'une recherche, son annulation, ou bien encore l'édition de la fiche de rôle correspondant à l'article courant affiché.



Lance une recherche



Efface les champs de sélection et supprime de la mémoire la recherche courante



Permet d'éditer la fiche de rôle de la taxe foncière

3 Barre de l'historique des recherches :

Affiche l'historique et la valeur des champs qui ont été renseignés pour effectuer la requête.

4 Zone d'aide à la navigation :

Permet à l'utilisateur de parcourir rapidement l'ensemble des articles restitués par *VisuDGFiP* à la suite d'une requête, de choisir dans une liste déroulante un article précis, d'accéder aux informations (affichées en partie 5) relatives aux entités commune, agrégats, redevable, partie bâtie et partie non bâtie, et de consulter l'historique des recherches.

5 Zone des résultats de requête :

Cette zone de texte est une zone de résultat correspondant à la requête voulue par l'utilisateur. Elle comprend 3 thématiques : les données de la commune (taux d'imposition ou agrégats), du redevable et des parties bâtie et/ou non bâtie.

6 Barre d'informations :

Informe l'utilisateur de l'état du rapport en cours.


3 - Se connecter à VisuDGFiP

La boîte de connexion à *VisuDGFiP* permet à l'utilisateur de se reconnecter (en précisant son *nom d'utilisateur* et son *mot de passe*) lorsque *VisuDGFiP* n'a pas été utilisé pendant 10 minutes. La saisie de caractères majuscules ou minuscules est indifférente. Les caractères tels que é, è, à, ù, ç, â, ô, ê, ï, ö ne sont pas acceptés.

4 - Effectuer une recherche

4.1 Effacer tous les critères de recherche et la liste des résultats

Avant de commencer une nouvelle recherche, il est nécessaire d'effacer les champs de sélection et de supprimer de la mémoire la recherche courante, si toutefois une précédente requête a été effectuée.

Cliquer sur le bouton  : les zones des résultats de requête et de visualisation s'initialisent. Le navigateur ainsi que les champs de recherche s'initialisent à vide pour une nouvelle recherche.

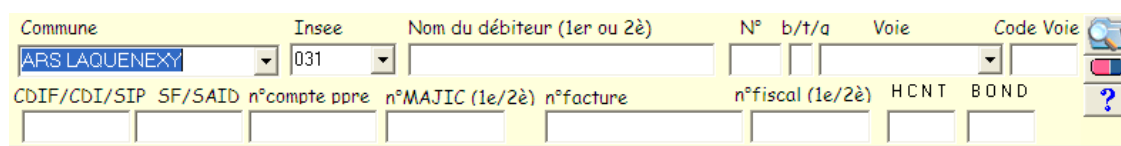
4.2 Renseigner les différents critères de recherche

Après avoir renseigné le nom de la commune, l'interface VisuDGFIP autorise plusieurs paramètres pour la sélection : le nom du 1^{er} ou 2^e débiteur légal, le libellé de l'adresse d'une des parties bâties (avec ou sans numéro de voirie), le code du service DGFIP, ainsi que, pour la seule version service, les identifiants DGFIP.

La recherche peut être multicritère(s) : l'utilisateur renseigne alors l'un ou l'autre des champs voulus ou bien plusieurs d'entre eux.

Si l'utilisateur souhaite obtenir la liste complète des articles de taxation de la commune, il lui suffit de taper * dans la donnée critère du nom.

4.3 HCNT / BOND



Commune : ARS LAQUENEXY | Insee : 031 | Nom du débiteur (1er ou 2è) : | N° b/t/a : | Voie : | Code Voie : |
CDIF/CDI/SIP : | SF/SAID : | n°compte ppre : | n°MAJIC (1e/2è) : | n°facture : | n°fiscal (1e/2è) : | HCNT : | BOND : |

Utilisation des critères de recherche H C N T et B O N D

HCNT (4 caractères) :

- 1^{er} champ : saisir H si on souhaite sélectionner des articles avec de la base imposable en bâti en présence de local destiné à l'habitation (PEV H) ;
- 2^e champ : saisir C si on souhaite sélectionner des articles avec de la base imposable en bâti en présence de local professionnel, commercial ou industriel (PEV C, K, E, L, B, T, P ou S) ;
- 3^e champ : saisir N si on souhaite sélectionner des articles avec de la base imposable en non bâti en terre non agricole ;
- 4^e champ : saisir T si on souhaite sélectionner des articles avec de la base imposable en non bâti en terre agricole ;
- dans chaque champ, saisir un espace si l'on ne souhaite pas la présence du caractère concerné dans la sélection.

BOND (4 caractères) :

- 1^{er} champ : saisir B si on souhaite sélectionner des articles avec de la cotisation de taxe foncière sur les propriétés bâties ;
- 2^e champ : saisir O si on souhaite sélectionner des articles avec de la cotisation de TEOM ;
- 3^e champ : saisir N si on souhaite sélectionner des articles avec de la cotisation de taxe foncière sur les propriétés non bâties ;

- 4^e champ : saisir D si on souhaite sélectionner des articles pour lesquels il existe un dégrèvement (JA, ECF, NV) ;
- dans chaque champ, saisir un espace si l'on ne souhaite pas la présence du caractère concerné dans la sélection.

Exemples de recherche :


SUR HCNT :

- recherche des articles ne contenant que du H : saisir 'H', ou la lettre H toute seule et des espaces sur les autres champs, idem pour C, N et T ;
- recherche des articles ne contenant que du H mais aussi du C : saisir 'HC' ou les lettres H, C et deux espaces ;
- recherche des articles ne contenant que du H et du N : saisir 'HN' ou H, un espace, puis N et éventuellement un espace ;
- recherche des articles ne contenant que du H et du T : saisir 'HT' ou H, deux espaces, puis T ;
- recherche des articles ne contenant que du C et du N : saisir 'CN' ou un espace, C, N et éventuellement un espace ;
- recherche des articles ne contenant que du C et du T : saisir 'CT', ou un espace, C, un espace, puis T ;
- recherche des articles sans H ni C ni N ni T : saisir ' ' soit quatre espaces ;
- recherche de tous les articles contenant notamment du HC : saisir 4 combinaisons et additionner le nombre d'article pour avoir le total correspondant à la recherche. Les 4 combinaisons sont les suivantes :
 - o HCNT ;
 - o HCN suivi d'un espace ;
 - o HC suivi d'un espace et T ;
 - o HC suivi de deux espaces.

SUR BOND (même logique) :

- recherche de tous les articles ne contenant que du B : saisir "B" ou la lettre B et trois espaces ;
- recherche de tous les articles ne contenant que du B et du D : saisir "BD", ou B, deux espaces et D ;
- recherche de tous les articles contenant notamment du B : saisir les différentes combinaisons possibles qui ont du bâti et additionner les chiffres obtenus. Il est donc nécessaire de saisir les 8 combinaisons suivantes :
 - o B suivi de trois espaces ;
 - o BO suivi de deux espaces ;
 - o BON suivi d'un espace ;
 - o BOND ;
 - o B, deux espaces et D ;
 - o B, un espace et ND ;
 - o B, un espace, N et un espace ;
 - o BO, un espace et D.
- recherche de tous les articles contenant notamment du B et du D : saisir les 4 combinaisons suivantes et additionner le nombre d'articles pour obtenir le total :
 - o BOND ;
 - o B, deux espaces et D ;
 - o B, un espace et ND ;
 - o BO, un espace et D.


4.4 Lancer la recherche

Après avoir renseigné les champs de recherche, activer la requête en cliquant sur le bouton  ou en appuyant sur la touche « **Entrée** » du clavier.

Le choix préalable d'une commune est impératif avant toute recherche à partir d'un critère.

Critères d'accès	TF
Commune et IFP s'il y en a	Accès par le code commune ou son libellé
Nom ou partie du nom du contribuable	Du 1 ^{er} débiteur légal (hors titre) et/ou du 2 ^e débiteur légal (hors titre)
TOPO-adresse	TOPO-adresse de situation des biens bâtis : code RIVOLI ou libellé voie
Service DGFIP	CDIF/SIP – Sect-Fonc/SAID
Identifiants pour la version « service » seulement	N° Majic du 1 ^{er} débiteur ou du 2 ^e débiteur N°fiscal (du 1 ^{er} ou 2 ^e débiteur légal) ou IDS ou SIREN (pour les GE/TF-DGE) Compte propriétaire N°de facture

Les critères d'accès sont positionnés en haut de l'écran de l'interface de consultation. L'utilisateur peut en saisir plusieurs. Pour toute recherche sur un critère alphabétique l'utilisateur peut saisir un seul mot ou un début de mot. Ce critère est recherché dans son contenu sur toute la zone concernée.


Si l'utilisateur désire la liste complète du rôle d'une commune, il lui suffit de taper « * » dans la zone désignation puis cliquer sur l'icône loupe .

En cas de réponses multiples, une liste par simple clic sur la barre du navigateur « article » indique le nombre total d'articles trouvés :

Liste des articles

	Redevable : 1 ^{er} débiteur	2 ^e débiteur	1 ^{re} adresse bâtie	CICB-FON-BOND-HCNT
1	Titre désignation (1 ^{re} ligne)	Titre désignation (1 ^{re} ligne)	Voie-ImmBTQ	Xxxx xxx
2	Titre désignation (1 ^{re} ligne)	Titre désignation (1 ^{re} ligne)	Voie-ImmBTQ	Xxxx xxx
...

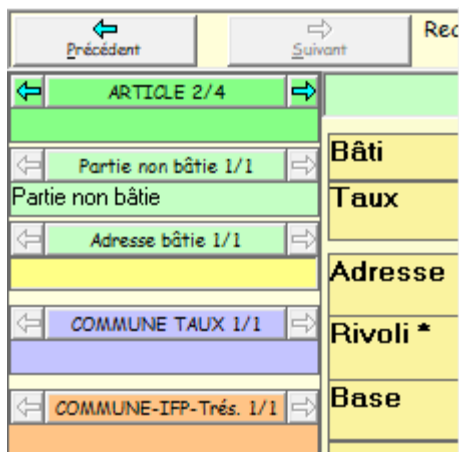
L'agent peut :

- redimensionner les colonnes à sa convenance, en rétrécissant la colonne du 2^e débiteur pour mieux visualiser la colonne adresse. À cet effet, il se positionne à droite de la légende de la colonne et tire la cellule vers la gauche ;
- trier la liste dans l'ordre alphabétique croissant / décroissant via clic/double-clic sur la légende de la zone ;
- imprimer la liste de sélection (en version « service » seulement), via un clic sur le bouton « enveloppe ». La version collectivité n'intègre pas cette impression, car cette liste, d'abord produite sous HTML, est récupérable. Or, la norme CNIL n° 45 interdit toute récupération ;
- sélectionner un article (clic sur l'article souhaité qui est alors coché en 1^{re} colonne, puis clic sur la loupe) pour un accès direct à ses données en commençant par l'onglet « redevable » ;
- sortir de la liste en cliquant sur l'icône de fermeture .

5 - Visualiser les résultats d'une recherche

5.1 Intégration des résultats d'une recherche dans le navigateur

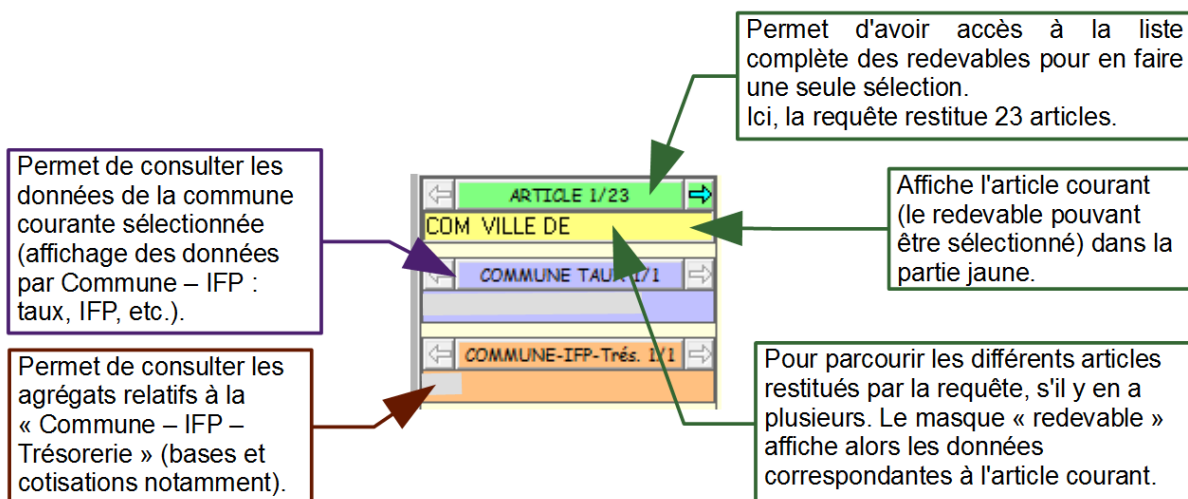
Le navigateur est positionné sous le bandeau des critères d'accès et à gauche de l'emplacement réservé à la consultation.



Les lignes « Adresse Bâti » et « Non Bâti » sont affichées selon la constitution de l'article de taxation choisi sur la liste d'accès en cas de multiples articles restitués par la recherche. Les flèches permettent d'obtenir l'article suivant ou précédent. En cas d'adresses bâties multiples pour l'article courant, l'utilisateur peut les lister en cliquant sur la barre « Adresse Bâtie » du navigateur et faire ainsi son choix en cliquant sur l'une des adresses puis sur l'icône loupe.

5.2 Sélectionner une entité dans la liste des résultats

Dans la zone d'aide à la navigation, VisuDGFiP charge le résultat d'une recherche. Cette liste permet de trouver l'article de rôle de façon rapide et visuelle : le bouton nommé « **article** » s'active lorsque la requête a restitué un ou plusieurs articles de rôle, tandis qu'un libellé jaune prend le nom du redevable de l'article en cours.



1. Consulter les données du redevable :

Lorsque l'utilisateur active le bouton « **article** » (1), deux cas de figure peuvent se présenter :

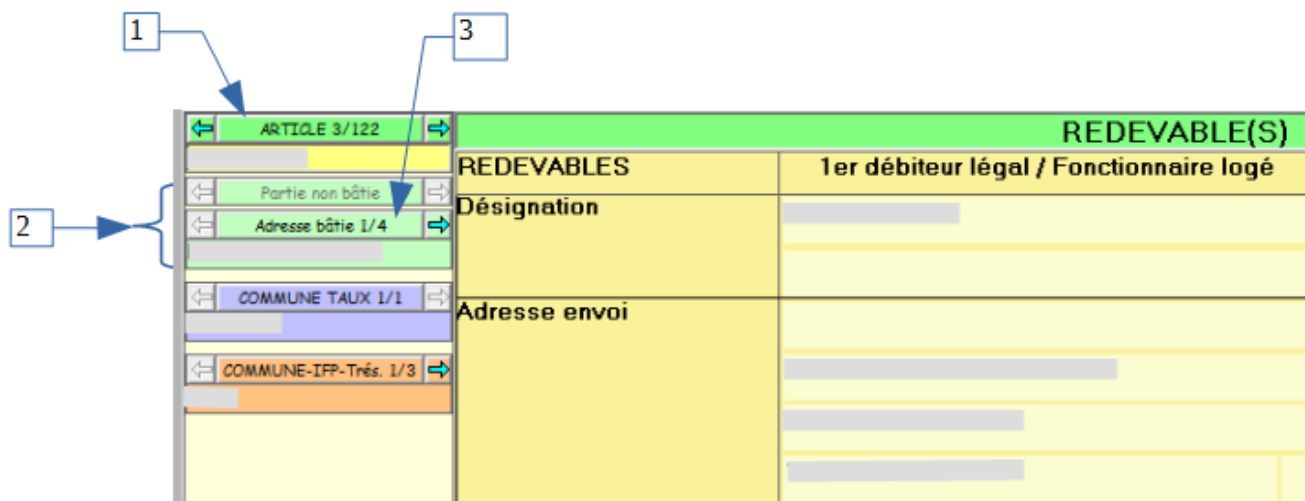
- si la requête restitue un et un seul article, l'utilisateur a directement accès à l'onglet des données du redevable de l'article courant ;
- si la requête restitue un nombre d'enregistrements supérieur à 1, l'utilisateur doit choisir dans la liste des redevables (2) l'enregistrement souhaité en cliquant sur sa 1^{ère} zone (4) puis en activant le bouton « **rechercher** »(3): il a ainsi accès à l'onglet des données du redevable sélectionné.

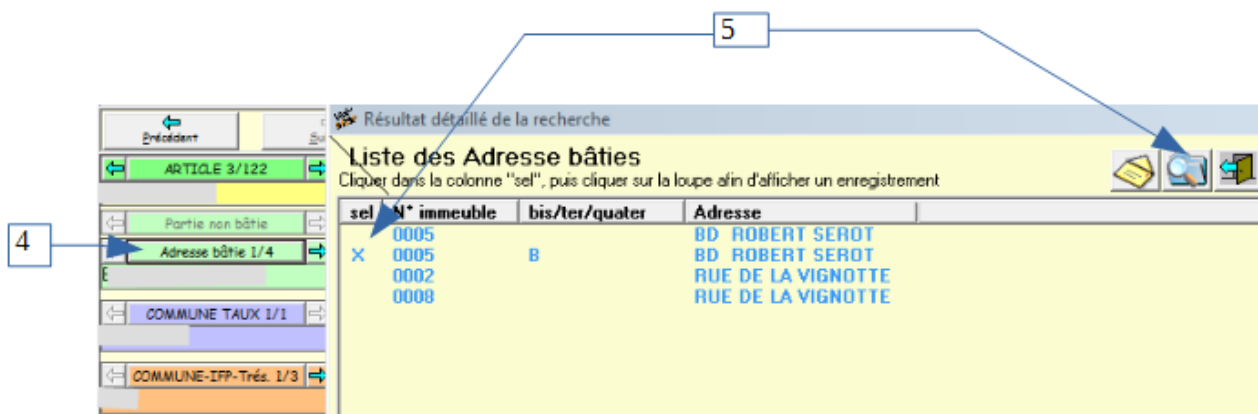
Pour revenir à la liste initiale, il suffit de cliquer, soit sur le bouton vert « **article** » (1) soit sur l'icône de sortie (5). La liste ainsi obtenue peut être triée dans l'ordre croissant ou décroissant en cliquant (une ou deux fois) sur la légende de la zone (par exemple : 1^{er} débiteur).



2. Consulter les données des parties bâtie / non bâtie :

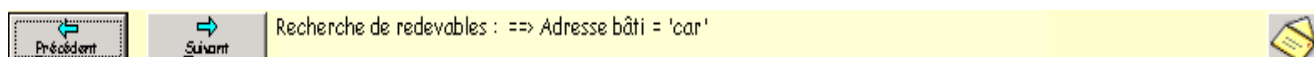
Lorsque l'utilisateur active le bouton « **article** »(1) (redevable), l'interface VisuDGFIP développe un navigateur des parties bâties et non bâties (2) : si la requête ramène un nombre d'adresses bâties supérieur à 1 (3), il est possible d'avoir accès à la liste entière des adresses bâties du redevable en activant le bouton du libellé concerné (4). La sélection est ensuite très simple en cliquant sur la 1^{ère} zone de l'enregistrement voulu (5) et en activant le bouton « **rechercher** » pour avoir accès à l'onglet des données.





5.3 Consulter l'historique des recherches

Les boutons de défilement ci-dessous permettent de consulter l'historique des critères de recherche : on peut donc connaître les champs qui ont été renseignés pour une requête, ainsi que la valeur des champs de recherche. Dans l'exemple ci-dessous, la requête s'est portée sur l'adresse des parties bâties commençant par « **car** ». Si l'utilisateur clique sur « **suivant** », il pourra consulter le motif de recherche de la requête suivante.



5.4 Visualiser les informations d'une entité

5.4.1 L'onglet « Redevable »

Cet onglet apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le *nom du redevable*.

REDEVABLE(S)		
	1er débiteur légal / Fonctionnaire logé	Gestionnaire/2è débiteur légal
Désignation		
Adresse envoi	RUE DE HAVANGE	RUE DE HAVANGE
Droit Réel/Dém/ N° MAJIC / N°fiscal	P I	P I
Direction - Commune		Code IFP
1ère adresse bâtie	RUE DE HAVANGE	
Service : CDIF/CDI/SIP	Sect. foncier / SAID	021 Trésorerie 002
Compte propriétaire	N° Facture / Avis	Caract TF H
Année imposition	2017 N° rôle	221 CodRoi TF B
Total cotisations bâti	615 Dégrèvement ECF	Montant impôt 633
Total cotisations non bâti	Dégrèvement JA-CL	Non valeur
Total frais	18 Dégrèvement JA-Etat	Base exo ECF

Apparaissent alors les données de l'article sélectionné :

- d'un côté les renseignements du 1er débiteur légal, avec son adresse, son droit réel et son code démembrement dont la traduction en clair apparaît dans une bulle lorsque la souris pointe dessus. Les données du compte propriétaire, le numéro de facture, N°MAJIC/N° Fiscal concernent uniquement les services internes de la DGFIP ;
- de l'autre, les mêmes renseignements mais concernant le 2° débiteur légal ;
- la partie du bas regroupe les informations communes aux 2 débiteurs, un résumé de la taxation est présenté dans le cadre des 3 dernières lignes avec :
 - le **total des cotisations brutes bâties** ;
 - le **total des cotisations brutes non bâties** ;
 - **pour les directions relevant de la région Île-de-France, du département de la Martinique ou de la Guadeloupe, lorsque l'utilisateur pointe avec sa souris les zones « Total des cotisations bâti » ou « Total des cotisations non bâti », un message informe celui-ci du montant des cotisations de TSE bâti et non bâti perçu au profit de la Société du Grand Paris, de l'EPFL de Martinique, de Guadeloupe ;**
 - les **frais de gestion correspondants**. L'État assure l'établissement et le recouvrement des impôts directs locaux pour le compte des collectivités territoriales. De plus, il finance les dégrèvements et compense aux collectivités certaines exonérations. En contrepartie, il perçoit des frais de gestion.
Pour un avis de taxes foncières, les frais sur les cotisations des propriétés bâties sont calculés (avec un arrondi à l'euro le plus proche) par adresse d'imposition et s'élèvent à :
* 3 % du total des cotisations communale, intercommunale, et de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) (uniquement les

cinq premières années en cas d'institution d'une part incitative à compter de 2019 avec une délibération prise à compter de 2018) ;

* 8 % du total des cotisations syndicale, de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) (sauf si frais réduits) et de taxe additionnelle spéciale annuelle de la région Île-de-France (TASA) ;

* 9 % de la cotisation de taxes spéciales d'équipement (TSE).

Pour un avis de taxes foncières, les frais sur les cotisations des propriétés non bâties sont calculés (avec un arrondi à l'euro le plus proche) par commune – IFP – Trésorerie et s'élèvent à :

* 3 % du total des cotisations communale, intercommunale, de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TATFPNB) et de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) ;

* 8 % de la cotisation syndicale et de chambre d'agriculture ;

* 9 % de la cotisation de taxes spéciales d'équipement (TSE) ;

* 7,81 % de la cotisation de caisse d'assurance des accidents agricoles (CAAA).

Les frais sont arrondis à l'euro le plus proche.

- o le **dégrèvement Habitation Principale des articles 1391 B et 1391 B bis du CGI** (d'au plus 100 € sur l'habitation principale du propriétaire, attribué sur conditions) ;
- o les **dégrèvements Jeunes Agriculteurs** (État et CL) de l'article 1647-00 bis du CGI ;
- o le **montant d'impôt final** ;
- o ou la **non-valeur** (si la grandeur précédente est inférieure à 12 €) ;
- o la **base de l'habitation principale** du propriétaire qui est exonérée en TFPB des articles 1390, 1391 ou 1391 B bis du CGI.

5.4.2 L'onglet de la « Partie bâtie »

Cet onglet apparaît lorsque l'utilisateur clique sur l'onglet « **Partie bâtie** », qui n'est actif qu'en présence d'au moins une adresse bâtie.

Pour les redevables relevant des DDFiP et des DRFiP de la région Ile-de-France, les cotisations brutes de TSE bâti incluent le montant de TSE mise au profit de la Société du Grand Paris. Ces cotisations sont donc égales à la somme de la TSE « Grand Paris » et de la TSE relevant d'un autre établissement public foncier francilien.

Pour les redevables relevant de la DDFiP de la Martinique ou de la Guadeloupe, les cotisations brutes de TSE bâti incluent le montant de TSE mise au profit de l'EPFL de Martinique ou de Guadeloupe. Ces cotisations sont donc égales à la somme de la TSE « Martinique » ou « Guadeloupe » et de la TSE relevant d'un autre établissement public foncier.

Pour connaître le montant de la TSE Grand Paris, EPFL Martinique, EPFL Guadeloupe agrégé du bâti et du non bâti, l'utilisateur doit se reporter à l'écran redevable et pointer avec sa souris la zone « Total cotisations bâti ».

Depuis 2014, les communes ou groupements de communes peuvent instituer une part incitative de la TEOM qui s'ajoute à la part fixe déjà existante. La cotisation de TEOM est égale à la part fixe, éventuellement additionnée à la part incitative, visualisable dans une case en bas à droite.

Depuis 2015, il est créé la taxe additionnelle spéciale annuelle. La cotisation de TASA est isolée dans une case en bas à droite de l'écran. Le taux de la TASA est affiché dans la colonne « Taxes spéciales » (anciennement colonne « Taxe spéciale d'équipement »). Le taux affiché dans cette colonne correspond à un taux cumulé entre les taux de TSE et de TASA. De même, la cotisation affichée dans cette colonne correspond au cumul des cotisations de TSE et de TASA.

Depuis 2015, les communes qui justifient l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations ou les EPCI à fiscalité propre qui se substituent à leurs communes membres pour l'exercice de cette compétence, peuvent instituer la taxe GEMAPI : les données relatives à cette taxe sont affichées dans une colonne spécifique.

ARTICLE 1/202	PARTIE BATIE								
Partie non bâtie	Bâti	Commune	Syndicat	Inter-Co	Taxes spé. *	TEOM *	Code OM	GEMAPI	
Adresse bâtie 1/1	Taux	36.21		1.15	0.224	16.85	P		
RUE PRINCIPALE									
COMMUNE TAUX 1/1	Adresse	RUE PRINCIPALE							
	Rivoli *	0050							
COMMUNE-IFP-Trés. 1/1	Base	1 776		1 776	1 776	1 776			
	Cotisation	643		20	4	299			
	Lissage								
	Cot. lissée								
	TSE = Taxe Spéciale d'Equipement. Pour les TSE autres, cf. infobulle de l'écran redevable * Les taxes spéciales comprennent la TSE, les TSE Autres et la TASA TEOM = Taxe Ordures Ménagères. La cotisation est composée de la part fixe et éventuellement de la part incitative RIVOLI = Identification de la voie							Total cotisations	966
								TEOM part incitative	
								Dont cotisation TASA	
								Pas de lissage	

On y retrouve les données suivantes :

- le **taux d'imposition pour chaque collectivité et taxe annexe** ; pour les TSE perçues dans les DDFiP et DRFiP de la région Île-de-France, du département de la Martinique et de la Guadeloupe, le taux de TSE affiché est un taux résultant de l'agrégation Taux TSE bâti Grand Paris, l'EPFL Martinique, l'EPFL Guadeloupe + Taux TSE bâti d'un autre EPF du même territoire (francilien ou de la Martinique ou de la Guadeloupe). Le taux des taxes spéciales correspond à un taux agrégé entre la TSE, les TSE autres et la TASA ;
- l'**adresse des biens** : N°, désignation voie et code RIVOLI ;
- le **code Ordures Ménagères** (indiquant la zone de ramassage en présence de taux de TEOM multiples dans la commune) servi au niveau de l'adresse ;
- le **montant des bases imposées** ;
- le **montant des cotisations brutes** ;
- le **total des cotisations brutes par adresse**.

Depuis 2017, les avis de taxes foncières comprennent les données relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels concernés par cette réforme. Ainsi, l'onglet « Partie bâtie » a été modifié pour inclure l'ensemble des données présentes dans les avis de taxes foncières. Ces modifications sont détaillées ci-dessous.

La cellule « Pas de lissage » permet d'afficher le montant du lissage annuel théorique qui a été calculé en 2017 pour les locaux révisés d'une adresse d'imposition. **En 2022, ce lissage annuel théorique est multiplié par 4 pour obtenir le montant du lissage de l'année.** Chaque année, le lissage est réparti par quote-part pour chaque collectivité et taxe annexe au niveau de la ligne « Lissage ». Pour faciliter la lecture de l'onglet « Partie bâtie », lorsque le montant du lissage de l'année est positif, il lui est affecté un signe négatif avant de procéder à cette répartition. Inversement, si le montant du lissage est négatif, un signe positif sera attribué.

Deux lignes spécifiques ont été créées : les lignes « Lissage » et « Cotisation lissée ».

Lorsqu'un redevable ne possède qu'un local d'habitation ou un local professionnel non soumis à la révision, ces deux lignes spécifiques ne sont pas remplies. Dans les autres cas, ces lignes sont complétées.

Pour une adresse donnée, la ligne « Cotisation » correspond à la cotisation des locaux à cette adresse avant application du dispositif du lissage pour ce qui concerne les éventuels locaux révisés.

La ligne « Lissage » correspond au montant de lissage pour la collectivité ou taxe annexe correspondante.

La ligne « Cotisation lissée » correspond à la cotisation après application du dispositif du lissage pour les locaux révisés.

Si aucun local professionnel révisé n'existe à cette adresse, ces deux lignes, ainsi que la case « Pas de lissage » sont laissées vides.

5.4.3 L'onglet de la « Partie non bâtie »

Cet onglet apparaît lorsque l'utilisateur clique sur l'onglet « **Partie non bâtie** », qui n'est actif qu'en présence de non bâti.

La taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâtie (TATFPNB) est perçue au profit des communes ou des EPCI. Elle ne s'applique qu'aux terres non agricoles.

Pour les redevables relevant des DDFiP et des DRFiP de la région Ile-de-France, les cotisations brutes de TSE non bâti incluent le montant de TSE mis au profit de la Société du Grand Paris. Ces cotisations sont donc égales à la somme de la TSE Grand Paris et de la TSE relevant d'un autre établissement public foncier francilien.

Pour les redevables relevant de la DDFiP de la Martinique ou de la Guadeloupe, les cotisations brutes de TSE non bâti incluent le montant de TSE mis au profit de l'EPFL de Martinique ou de Guadeloupe. Ces cotisations sont donc égales à la somme de la TSE « Martinique » ou « Guadeloupe » et de la TSE relevant d'un autre établissement public foncier.

Pour connaître le montant de la TSE Grand Paris ou EPFL Martinique ou EPFL Guadeloupe (agréé du bâti et du non bâti), l'utilisateur doit se reporter à l'écran redevable et pointer avec sa souris la zone « Total cotisations non bâti ».

ARTICLE 2/4	PARTIE NON BATIE								
Partie non bâtie 1/1	Non bâti	Commune	Syndicat	Inter-Co	TATFPNB*	Taxes spéciales *	GEMAPI	CH Agr	C A A A *
Partie non bâtie	Taux	66,15		7,81	37,69	0,188		11,1	5,56
Adresse bâtie 1/1	Base NTA	12		12	12	12		12	12
COMMUNE TAUX 1/1	Base TA								
COMMUNE-IFP-Trés. 1/1	Cotisation	8		1	5			1	1
031	Jeunes agriculteurs : Base				Dégrèv JA *	Base Majo TC Commune		Base forfait Forestier	Droit fixe
	CL								2
									Total non bâti
	Etat								18

CAAA = Caisse d'Assurance des Accidents Agricoles (Moselle, Haut et Bas Rhin)
JA = Jeunes Agriculteurs
TC = Terrains Constructibles
* Les taxes spéciales comprennent : TSE = Taxe Spéciale d'Équipement, TSE Autres et TASA : Taxe additionnelle spéciale annuelle
TATFPNB = Taxe Additionnelle à la Taxe Foncière sur les Propriétés non Bâties

Le dégrèvement « JA » est limité aux parts communale, syndicale et intercommunale.

En Corse, du fait de l'extension de l'exonération des terres agricoles aux parts communale, syndicale et intercommunale, ces deux dégrèvements n'existent pas.

- o Le montant du dégrèvement JA au titre des collectivités locales (CL) et au titre de l'État.

Chacun des 2 dégrèvements JA est ainsi déterminé :

Σcl (base du dégrèvement JA(cl) * taux (cl))

- o La cotisation dégréevée JA État inclut aussi les frais de gestion correspondant aux deux dégrèvements JA (CL et État) déterminés comme indiqués ci-dessus.
- La base supplémentaire de la majoration terrains constructibles incluse dans la base imposable non-bâtie des parts communale et syndicale ;
Depuis 2018, la majoration de plein droit de la valeur locative des terrains

constructibles a été supprimée. La majoration facultative, instituée sur délibération des communes, est maintenue et peut s'appliquer désormais à l'ensemble du territoire.

La majoration sur délibération de la commune est comprise entre 0 et 3 € par m² en excluant les 200 premiers m², plafonnée à 3 % d'une valeur forfaitaire moyenne (article 1396 du CGI).

La commune peut supprimer la réduction de 200 m².

- La base servant au Forfait Forestier (uniquement en version service) ;
Cette base agrège les revenus cadastraux revalorisés des parcelles classées en bois (groupe 5) :
 - à 100 % si elles sont imposées à la TFPNB ;
 - à 50 % ou 75 % si elles sont exonérées de TFPNB respectivement à 100 % (exonérations codées PB, PP, PR, PF) ou à 75 % (exonération codée ER). Il s'agit des terrains plantés / replantés en bois ou en régénération naturelle.

5.4.4 L'onglet « Commune TAUX »

Cet onglet donne tous les paramètres des collectivités au niveau de la « Commune – IFP » :

ARTICLE 2/4		COMMUNE TAUX							
COMMUNE TAUX 1/1		Année imposition	2021	Numéro du rôle	241	Date de mise en recouvrement	31/12/2021	Date limite paiement	15/02/2022
COMMUNE-IFP-Trés. 1/1		Direction 57 0		Libellé MOSELLE					
		Commune		Code IFP		Libellé			
		Inter-Co	227	Cité d'Agglo		Libellé			
		Type de traitement	Traitement différé		IFP EPCI	Bâti	R	Non bâti	R
		Taux	Commune	Syndicat	Inter-Co	TSE *	TSE autres *	GEMAPI	TATFPNB *
		Bâti	36,21		1,15	0,224			Bénéf. C031
		Non bâti	66,15		7,81	0,188			Taux 37,69
		TEOM	Gestionnaire OM Inter-communalité			L227	TASA *	Chambre Agriculture	CAAA *
		P	RA	RB	RC	RD	RE		
		16,85						11,1	5,56

* TSE = Taxe spéciale d'équipement. * TSE Autres appliquées uniquement sur les communes d'Ile-de-France et sur les communes membres de l'EPFL de la Martinique ou de la Guadeloupe * TASA : Taxe additionnelle spéciale annuelle
CAAA = Caisse d'Assurance des Accidents Agricoles (Moselle, Haut et Bas Rhin)
TATFPNB = Taxe Additionnelle à la Taxe Foncière sur les Propriétés non Bâties

- L'année d'imposition ;
- Les **taux d'imposition** (Bâti, Non Bâti) :
 - Pour chacune des collectivités et taxes annexes : Commune, Syndicat, Intercommunalité, TSE, TSE Autres, TASA, GEMAPI, TEOM, Chambre d'Agriculture, taxe additionnelle TATFPNB et CAAA ;
 - Pour les TSE perçues dans les DDFiP et les DRFiP de la région Île-de-France, de la Martinique et de la Guadeloupe :
 - les taux de TSE autre que le Grand Paris ou EPFL de Martinique ou EPFL de Guadeloupe respectivement pour le bâti et le non bâti figurent dans la colonne libellée « TSE » ;
 - les taux des seules TSE du Grand Paris ou EPFL Martinique ou EPFL Guadeloupe sont affichés dans la colonne libellée « TSE autres » pour information ;
 - Pour la TEOM, la commune peut comporter plusieurs taux calculés différenciés en présence de zones de ramassage (identifiées par leur code OM : P = taux le plus élevé de TEOM dans la commune, RA à RE = autres taux réduits dans l'ordre décroissants) ;
 - L'organisme gestionnaire de la TEOM peut être la commune, un syndicat ou l'intercommunalité ;
 - Le bénéficiaire de la TATFPNB peut être la commune ou l'intercommunalité.

- Le ***type de traitement de la commune*** indique si la commune a été taxée :
 - Au rôle primitif principal (rôle 221) ;
 - À un rôle différé (postérieur) en cas d'attente d'au moins un taux définitif ;
 - Au rôle reconditionné (postérieur) suite à une erreur concernant au moins un taux d'imposition ;
 - Lorsque la commune dépend d'une intercommunalité le code de l'intercommunalité correspondante est servi ;
 - Une lettre IFP est servie lorsqu'il existe une Intégration Fiscale Progressive des taux après une opération de fusion entre communes. Elle permet de retrouver les territoires des anciennes communes sur lesquels le taux d'imposition communal est encore différent sur la période dite d'intégration. Depuis la taxation 2012, sur délibérations concordantes des collectivités, l'intégration fiscale progressive (IFP) des taux EPCI de un ou plusieurs des impôts ménages (TH, TF et TF non bâti) est désormais possible. L'IFP des taux EPCI peut être décidée en cas de fusion d'EPCI ou en cas de rattachement d'une commune à un EPCI. Deux indicateurs d'intégration sont créés respectivement pour la TFPB et la TFPNB :
 - un top IFP-EPCI TFPB valorisé à « R » (rattachement) ou « F » (Fusion) ou blanc ;
 - un top IFP-EPCI TFPNB valorisé à « R » (rattachement) ou « F » (Fusion) ou blanc.
 Ces indicateurs sont rappelés le cas échéant à droite de la zone « Type de traitement ».

5.4.5 L'onglet « Commune – IFP – Trésorerie »

Cet onglet donne les principaux agrégats du rôle par « Commune – IFP – Trésorerie » :

ARTICLE 2/4										
Commune IFP Trésorerie										
Commune		Libellé				Code IFP		Très		
		Commune	Syndicat	Inter-Co		TSE *	TSE autres *	GEMAPI	TASA *	
Bâti	Bases	721 916		736 475		722 095				
	Cotisations	261 613		8 475		1 618				
	Dont lissage	+210		+12		0				
Non bâti	Bases	18 345		18 549		602				
	Cotisations	12 133		1 423						
TEOM, dont lissage		-10				TATFPNB *	Chambre Agriculture	C A A A *	DF	
P	RA	RB	RC	RD	RE				118	
780 662									23 187	
131 536									1 269	
TEOMI		Délibération TEOMI : Non								
Tot Deg HP			400			Tot Cotisations brutes			420 974	
Tot Deg JA-Etat			195							
Tot Deg JA-CL			17			Tot Frais			19 433	
Tot NV			68			Tot MER			440 407	

Depuis 2017, la lettre série-rôle est remplacée par le code « IFP » et le code « Trésorerie ». Ainsi, le découpage des fichiers dans cet onglet se fait dorénavant par « Commune – IFP – Trésorerie ».

Sur cet onglet, l'utilisateur obtient les agrégats suivants :


- Totalisation des bases imposées en Bâti par taxe et par collectivité (TFPB) ou zone de ramassage (TEOM) en 1^{re} ligne ;
- Totalisation des cotisations brutes bâties correspondantes en 2^e ligne (calculées au niveau article de taxation et par adresse) ;
- Totalisation du lissage en 3^e ligne (voir infra) ;
- Totalisation des bases imposées en Non-Bâti par taxe et par collectivité (TFPNB) ;
- Totalisation des cotisations brutes non bâties correspondantes (calculées au niveau article de taxation) ;
- Totalisation des cotisations de TEOMI (calculées au niveau article de taxation) ;
- Totalisation des frais de gestion (bâti et non bâti) ;
- Le montant mis en recouvrement (MER) = total des cotisations brutes (bâties et non bâties) et des frais ;
- La totalisation des dégrèvements HP 1391-B et 1391 B Bis du CGI ;
- La totalisation des dégrèvements JA-État ;
- La totalisation des dégrèvements JA-Collectivités.

Depuis 2017, les données du lissage par « Commune – IFP – Trésorerie » sont intégrées dans cet onglet.

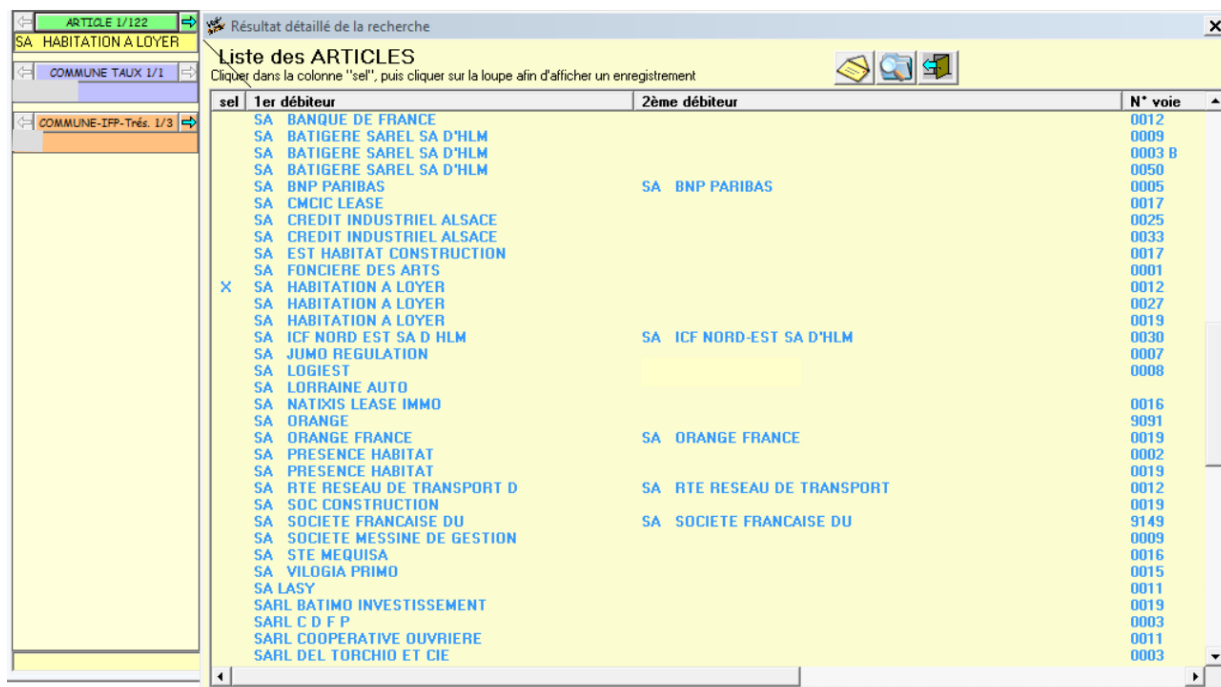
La ligne « Cotisation » dans le tableau bâti et pour les cotisations de TEOM correspond aux agrégats des cotisations pour chaque collectivité et taxe annexe après application du dispositif du lissage pour les locaux révisés. La nouvelle donnée « Dont lissage » dans les tableaux bâti et TEOM comprend l'agrégat du lissage de l'année pour chaque collectivité et taxe annexe.

5.4.6 La liste des articles de taxation

Cette liste affiche le (ou les 2) premier(s) débiteur(s) légal(aux), la 1^{re} adresse bâtie (facultative) et le service gestionnaire.

Elle est imprimable en cliquant sur le bouton enveloppe .

La liste apparaît alors en HTML, son impression peut alors être demandée via Fichier → imprimer.




sel	1er débiteur	2ème débiteur	N° voie
	SA BANQUE DE FRANCE		0012
	SA BATIGERE SAREL SA D'HLM		0009
	SA BATIGERE SAREL SA D'HLM		0003 B
	SA BATIGERE SAREL SA D'HLM		0050
	SA BNP PARIBAS	SA BNP PARIBAS	0005
	SA CMCIC LEASE		0017
	SA CREDIT INDUSTRIEL ALSACE		0025
	SA CREDIT INDUSTRIEL ALSACE		0033
	SA EST HABITAT CONSTRUCTION		0017
	SA FONCIERE DES ARTS		0001
X	SA HABITATION A LOYER		0012
	SA HABITATION A LOYER		0027
	SA HABITATION A LOYER		0019
	SA ICF NORD EST SA D'HLM	SA ICF NORD-EST SA D'HLM	0030
	SA JUMO REGULATION		0007
	SA LOGIEST		0008
	SA LORRAINE AUTO		
	SA NATIXIS LEASE IMMO		0016
	SA ORANGE		9091
	SA ORANGE FRANCE	SA ORANGE FRANCE	0019
	SA PRESENCE HABITAT		0002
	SA PRESENCE HABITAT		0019
	SA RTE RESEAU DE TRANSPORT D	SA RTE RESEAU DE TRANSPORT	0012
	SA SOC CONSTRUCTION		0019
	SA SOCIETE FRANCAISE DU	SA SOCIETE FRANCAISE DU	9149
	SA SOCIETE MESSINE DE GESTION		0009
	SA STE MEQUISA		0016
	SA VILOGIA PRIMO		0015
	SA LASY		0011
	SARL BATIMO INVESTISSEMENT		0019
	SARL C D F P		0003
	SARL COOPERATIVE OUVRIERE		0011
	SARL DEL TORCHIO ET CIE		0003

6 - Editer la fiche de rôle

Cliquer sur le bouton  : la fiche de rôle de taxes foncières du redevable courant s'ouvre.

Le rapport au format HTML s'ouvre dans le navigateur HTML. L'utilisateur peut alors en demander son impression.

7 - Quitter l'application

Cliquer sur le bouton  pour sortir de l'application.